

**DÉVELOPPER LE POTENTIEL NOURRICIER DE LA VILLE**  
**Mémoire de Greenpeace pour la consultation publique sur l'agriculture urbaine**  
Par Isabelle Mailhot-Leduc

**1- Introduction**

Greenpeace accueille positivement la tenue d'une consultation publique sur l'état de l'agriculture urbaine à Montréal. Cette consultation est l'occasion de faire le bilan des pratiques d'agriculture urbaine ainsi que des politiques municipales qui accompagnent et encouragent ces pratiques. La ville de Montréal doit tirer profit de cette chance historique qu'elle a de favoriser l'agriculture urbaine comme moyen de :

- 1) garantir une nourriture saine, accessible et adéquate pour tous
- 2) soutenir un système d'alimentation transparent, qui permette la traçabilité des aliments
- 3) réduire l'empreinte écologique de la ville
- 4) transmettre les connaissances et transformer les habitudes de vie

Certains se demanderont peut-être pourquoi Greenpeace s'intéresse à la question de l'agriculture urbaine. Il est vrai que Greenpeace n'a pas de campagne sur l'agriculture urbaine, à proprement parler. Toutefois, la durabilité écologique de l'agriculture et les changements climatiques font partie de nos préoccupations directes. Les initiatives en agriculture urbaine mettent de l'avant des méthodes de production respectueuses de l'environnement et participent à sensibiliser les citoyens à l'empreinte écologique des aliments qu'ils consomment. Par ailleurs, l'agriculture urbaine permet de réduire le transport des aliments, une source importante de gaz à effet de serre, de recycler les déchets organiques issus de la consommation urbaine, de maintenir la biodiversité de la ville, d'absorber les eaux de ruissellement et de diminuer l'impact des îlots de chaleur.

Le **Rapport Pronovost** sur l'agriculture, dont les recommandations ont malheureusement été diluées dans le plus récent Livre Vert, voulait que la multifonctionnalité de l'agriculture soit reconnue et valorisée à travers les politiques agricoles québécoises. Le principe de multifonctionnalité de l'agriculture, qui est d'autant plus tangible dans le contexte urbain, devrait aussi être reconnu à travers les politiques

municipales. Pour ce faire, il faudrait d'abord **instituer un interlocuteur**, c'est-à-dire au moins deux conseillers municipaux, qui auront pour mandat soutenir le développement d'un système d'alimentation durable à Montréal. Présentement, l'agriculture urbaine relève du service des loisirs, des sports et de la vie communautaire. L'agriculture urbaine est effectivement une activité galvanisante au niveau de la vie communautaire, mais elle doit aussi être prise en compte du point de vue de l'urbanisme, de la santé, de l'environnement, voire même de l'économie. Ce qui nous amène à revendiquer que la ville mette en place un organe de concertation chargé de la question de l'agriculture urbaine, et plus largement du système d'alimentation dans une perspective de développement durable. Notre mémoire portera sur la nécessité de consolider l'engagement de la Ville envers un système d'alimentation écologiquement et socialement durable via la création de cette unité spécialisée. À cela, nous ajouterons quelques recommandations quant au soutien politique et financier requis pour développer et pérenniser les différentes pratiques d'agriculture urbaine. Commençons d'abord par dresser un portrait de l'agriculture urbaine à Montréal en intégrant à ce portrait celui, plus large, du système d'alimentation qui permet de nourrir la ville.

## **2- État de la situation**

L'agriculture urbaine marque le paysage montréalais depuis les années 1970, grâce à de fervents jardiniers au sein des communautés culturelles, qui ont amené la Ville à s'intéresser à cette pratique. Le programme de jardins communautaires a vu le jour en 1975 et s'est consolidé en 1985, avec l'embauche d'animateurs horticoles. Dès lors, la Ville opte pour des méthodes horticoles biologiques. En même temps que se développent les jardins communautaires, l'étalement urbain en périphérie de Montréal génère un dézonage agricole massif. L'isolement des zones de production agricole ajoutée à la mondialisation des marchés conduisent à un système d'alimentation délocalisé et énergivore. Ce système d'alimentation est lourd de conséquences pour l'environnement, pour les petites exploitations agricoles et pour la santé des citoyens-mangeurs.

L'agriculture urbaine permet aux citoyens d'exercer un contrôle sur leur alimentation. Il est crucial que la Ville soutienne adéquatement les réseaux citoyens et les organismes communautaires qui travaillent pour le développement de l'agriculture urbaine. En faisant ainsi, la Ville encourage un changement de cap vers un système d'alimentation durable et juste. Ce changement de cap est urgent.

### **3- Recommandations**

#### **3.1- La Ville doit se doter d'une unité dont le mandat sera de favoriser un système d'alimentation durable**

Dans plusieurs grandes villes, la conception multiaxiale et intersectorielle des enjeux liés au système d'alimentation a mené à l'instauration d'un organe de concertation des acteurs publics, communautaires et privés concernés par l'alimentation (production, consommation, transformation, distribution, gestion des déchets, éducation, santé, etc.). À Montréal, ce type de concertation avait été instauré avec Nourrir Montréal, qui n'est plus actif aujourd'hui faute de financement. Nourrir Montréal a été un acteur important pour le développement de marchés saisonniers dans les différents quartiers de la ville. S'il avait bénéficié d'un financement adéquat, cet organe de concertation aurait pu constituer un outil fort précieux pour le développement de projets divers ayant pour objectifs la sécurité alimentaire et la durabilité écologique du système d'alimentation à Montréal. Nourrir Montréal aurait pu devenir un vecteur d'initiatives nouvelles et audacieuses, à l'instar des Conseils de politique alimentaire dans plusieurs grandes villes nord-américaines.

Nous recommandons à la Ville de mettre sur pied un Conseil de politique alimentaire de Montréal, qui pourrait tout aussi être une nouvelle mouture de Nourrir Montréal. Cela dit, ce Conseil devra :

- Avoir une structure, une composition et un mandat déterminés à la suite d'un processus de consultation entre la Ville de Montréal, les organismes communautaires, les membres des conseils scolaires, les chercheurs universitaires, les agriculteurs et les autres acteurs de la société civile intéressés par la question de l'alimentation. Ce sont des représentants de l'ensemble de ces secteurs qui siègeront au Conseil de politique alimentaire. Ces derniers seront élus ou nommés, selon la fonction qu'ils occuperont dans le Conseil.
- Être séparé du Conseil de Ville, mais compter la participation active de deux conseillers municipaux qui veilleront à transmettre aux différents départements de la Ville les recommandations et à encourager les initiatives qui naîtront de cet organe de concertation.
- Avoir un budget récurrent et suffisant pour mener à bien les différentes responsabilités du Conseil de politique alimentaire. Ces responsabilités seront notamment de 1) documenter la situation montréalaise en ce qui a trait à la sécurité alimentaire et aux impacts des initiatives visant la durabilité écologique du système d'alimentation, 2) émettre des recommandations pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques

alimentaires, 3) fournir une assistance financière et matérielle aux organismes communautaires ayant des projets qui s'inscrivent dans la vision du Conseil de politique alimentaire et 4) servir de forum pour le développement de partenariats entre les différents secteurs gravitant autour du système d'alimentation.

Greenpeace recommande à la Ville de Montréal de prendre exemple sur les villes de Vancouver et de Toronto, qui ont mis sur pied des Conseils de politique alimentaire. De surcroît, la ville de Vancouver s'est dotée de deux employés qui travaillent à temps plein au mandat d'améliorer le système d'alimentation. À Toronto, le partenariat entre la Ville et les organismes communautaires a permis d'ériger des projets inspirants tels que the Good Food Box (Bonne Boîte Bonne Bouffe), visant à promouvoir l'accès aux aliments locaux à un coût abordable. Ces projets sont devenus des modèles repris à Montréal comme ailleurs, et ont fait de Toronto une ville à l'avant-plan du développement durable en matière d'alimentation.

### **3.2- La Ville doit encourager financièrement le développement de l'agriculture urbaine**

Une barrière importante du développement de l'agriculture urbaine à Montréal est la question du financement. L'instabilité du financement oblige les organismes communautaires, les éco-quartiers et les tables de concertation à abandonner des projets, à réduire leurs effectifs, à offrir des postes précaires, souvent non rémunérés, à des étudiants plutôt qu'à des personnes formées, ainsi qu'à délaisser certains objectifs (le côté éducatif d'un projet par exemple). Le manque de financement mène parfois à la dissolution d'un groupe d'acteurs. Ce fut le cas de Nourrir Montréal.

Greenpeace recommande à la Ville de Montréal de systématiser le financement et le don de matériel qu'elle accorde aux groupes communautaires impliqués dans les projets d'agriculture urbaine. Pour que des projets novateurs tels que les serres communautaires et l'apiculture urbaine se développent à Montréal, l'appui de la Ville est essentiel. La Ville devrait aussi mettre en place des incitatifs financiers pour que plus de projets résidentiels dédient un certain espace au jardinage à vocation alimentaire. Par ailleurs, vu l'engouement actuel pour le jardinage urbain, la Ville doit s'assurer que les citoyens aient accès à un service de soutien et de formation horticole. Autrement, les citoyens risquent de se buter à des problèmes qu'ils ne sauront résoudre et qui, au fil du temps, les décourageront à faire du jardinage ou du compostage. L'embauche d'animateurs horticoles compétents est nécessaire afin que ce savoir-faire soit partagé. Finalement, la Ville devrait offrir un service-conseil en démarrage de projets communautaires d'agriculture urbaine.

L'ensemble de ces investissements sont on ne peut plus rentables sur le long terme. Chaque année, la Ville investit des sommes importantes pour la gestion des eaux de ruissellement et l'enfouissement des déchets. En investissant en agriculture urbaine, on s'attaque à ces problèmes. Mais surtout, l'investissement en agriculture urbaine est un investissement pour la santé des citoyens, pour la qualité de notre environnement, pour la beauté du paysage urbain et pour le plaisir de vivre ensemble sur le territoire. Des études permettant d'apprécier les bénéfices socio-économiques et environnementaux encore inexplorés de l'AU dans le contexte montréalais devraient être effectuées aussitôt que possible dans l'optique où cette réflexion servira de base pour le développement de nouveaux projets. Cela nous amène à souligner une fois de plus la pertinence de mettre sur pied un Conseil de politique alimentaire de Montréal, chargé notamment de réfléchir aux impacts des initiatives visant à améliorer le système d'alimentation dans une perspective de développement durable.

### **3.3- La Ville doit encourager politiquement le développement de l'agriculture urbaine**

Le flou réglementaire qui existe autour de la question de l'agriculture urbaine complique le développement de celle-ci. Il est dommage que des projets d'agriculture urbaine soient arrêtés en cours de route parce qu'ils sont hors-règles, quand ces dites règles manquent de clarté et ne sont pas facilement accessibles. Les citoyens devraient pouvoir prendre connaissance des règlements de chaque arrondissement pour l'utilisation de l'espace à des fins agricoles. Il en va de même pour les renseignements sur la qualité des sols. Il serait préférable que la Ville soit en mesure de confirmer qu'un sol n'est pas contaminé avant que celui-ci soit cultivé.

Un autre enjeu d'importance est celui de la construction immobilière qui menace les projets d'agriculture urbaine. La Ville devrait réviser ses politiques de zonage afin de favoriser la sécurité foncière de l'agriculture urbaine. Pour ce faire, elle pourrait s'inspirer de ce qui a été fait dans la ville de Seattle et de San Francisco, où la production alimentaire en milieu urbain est intégrée, de façon concrète et détaillée, dans les plans d'aménagement du territoire urbain. Par ailleurs, la Ville de Montréal pourrait développer un zonage spécifique pour l'agriculture urbaine, et ainsi pérenniser cette pratique.

De surcroît, Greenpeace recommande à la Ville de Montréal de se doter d'un règlement sur les toits verts, à l'instar de ce qui a été fait à Toronto en 2009. Le règlement adopté par le Conseil municipal de Toronto stipule que tout nouveau bâtiment ayant une surface de 2000 m<sup>2</sup> et plus (ou 20m de hauteur pour les immeubles résidentiels) doit avoir une couverture végétale sur un certains pourcentage de la toiture.

En somme, Montréal doit prendre des engagements politiques audacieux pour développer l'agriculture urbaine sous ses différentes formes. Greenpeace recommande que le Plan d'urbanisme de Montréal, le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise et le Plan d'aménagement de la communauté métropolitaine de Montréal intègrent de façon concrète l'agriculture urbaine à leurs orientations.

### **3.4- La Ville doit garantir une agriculture urbaine écologique et sécuritaire**

Afin de permettre une véritable agriculture durable, la ville de Montréal devra exclure **les organismes génétiquement modifié (OGM)** et se proclamer «**ville sans OGM**» comme l'ont fait une vingtaine de villes en Colombie britannique, tout dernièrement la ville de Richmond. Compte tenu que le **Rapport Pronovost** recommande que des régions puissent se déclarer sans OGM, Montréal devrait sans tarder agir dans ce sens.

## **4- Conclusion**

Les formes de soutien à l'agriculture urbaine doivent être multiples: ressources humaines, partenariats, politique publiques, sécurité foncière, aides financières, partage d'expertises, etc. Nous avons énoncé dans ce mémoire des recommandations concrètes. Nous espérons que la Ville de Montréal saura tirer profit du terreau fertile d'idées qu'offre la consultation publique sur l'agriculture urbaine.

Les zones de production alimentaire ne doivent plus être isolées des zones de consommation. Il faut repenser le système d'alimentation pour en faire une recette de véritable développement durable, de la semence à l'assiette, de l'assiette à la terre.